



COMBAT OUVRIER

Journal communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction
d'un parti ouvrier
révolutionnaire en
Martinique et
en Guadeloupe.
Pour l'émancipation
des peuples de
Martinique et
de Guadeloupe.
Pour la reconstruction
de la IV^{ème}
Internationale.

— PARAIT TOUTES LES 2 SEMAINES —

SAMEDI 26 JUILLET 2014

N° 1116

PRIX 1 €

EDITORIAL

Chikungunya, Les politiciens font du vent, ça ne chasse pas les moustiques

La visite de la ministre de la Santé Marisol Touraine, en Guadeloupe et Martinique, du 16 au 18 juillet, a été pour celle-ci l'occasion de se faire un peu d'auto-promotion. On l'a vue notamment prendre une leçon de maniement de raquette électrique anti-moustiques et accompagner, en chaussures à talons, mais harnachée, une équipe de nettoyage de gouttières sur la toiture d'un EHPAD de Schoelcher devant les caméras.

Elle a annoncé :

- remboursement à 100 % des frais de médicaments et suppression de jours de carence Sécurité Sociale en cas de rechute,

- quelques dizaines de volontaires du service civique et de «contrats aidés» en plus pour des visites domiciliaires de prévention.

L'impact financier sur les familles sera un peu réduit, avec beaucoup de retard. Cela fait presque un an que la maladie a fait son apparition. Autorités et médias ont insisté sur l'évolution des statistiques épidémiologiques et sur les responsabilités des particuliers dans la prolifération des moustiques. Par contre, pratiquement rien n'a été dit des souffrances des malades, de la fatigue extrême, des rechutes souvent observées et des séquelles persistantes, notamment des douleurs articulaires.

En Guadeloupe, ce sont les responsables d'entreprises qui se sont plaints, affectés dans leurs résultats par l'absentéisme! Maintenant, c'est le secteur du tourisme qui fait valoir ses craintes. Dans l'hexagone, où le moustique incriminé est maintenant présent à la faveur du réchauffement climatique, on craint l'apparition de foyers épidémiques locaux. Alors, devant les critiques éventuelles, la ministre est venue faire un peu de vent.

Mais le chikungunya, comme la dengue ou le paludisme là où il sévit le plus largement est une maladie généralement liée au sous-développement. La prolifération des moustiques dans les eaux stagnantes, le délabrement de nombreux logements, l'état déplorable du réseau d'assainissement quand il existe, tout ça, c'est le sous-développement.

L'absence ou le manque d'impact de campagnes d'information faites à temps concernant la dangerosité des déchets ou l'hygiène en général, c'est encore le sous-développement.

Et même les rumeurs attribuant la maladie à des causes obscures et irrationnelles, favorisées par la persistance de superstitions dans la population, relèvent de lacunes du système éducatif.

Mais si en Martinique et en Guadeloupe, nous bénéficions quand même d'une couverture sanitaire, c'est loin d'être le cas chez nos frères voisins d'Haïti, l'un des pays les plus pauvres du monde.

Le «Chick» y sévit aussi et on peut être déjà effrayé par l'ampleur des conséquences. Deux ans et demi après le tremblement de terre, des milliers de gens vivent encore sous les tentes, sans eau, sans sanitaires. Même ceux qui n'habitent pas dans les tentes bénéficient rarement de l'eau courante et encore moins d'électricité. Acheter une boîte de paracétamol est pour beaucoup impossible. Et là encore, bien plus qu'ailleurs on mesure que ceux qui dirigent ce pays et la poignée de riches qui exploite ce peuple sont de véritables criminels. En ce qui concerne l'aide internationale promise par beaucoup de pays après le séisme, elle n'est pas parvenue. Mais quand elle parvient, une partie d'entre elle est détournée par les dirigeants dont la corruption est le véritable métier!

Les pauvres paieront toujours plus que les nantis, même face à la maladie. Le moustique porteur du virus de la dengue et du chikungunya fait des dégâts mais l'animal monstrueux, géniteur des classes sociales pauvres et riches, le système capitaliste, est mille fois plus dangereux et mortel. Il faut lui aussi l'éliminer!

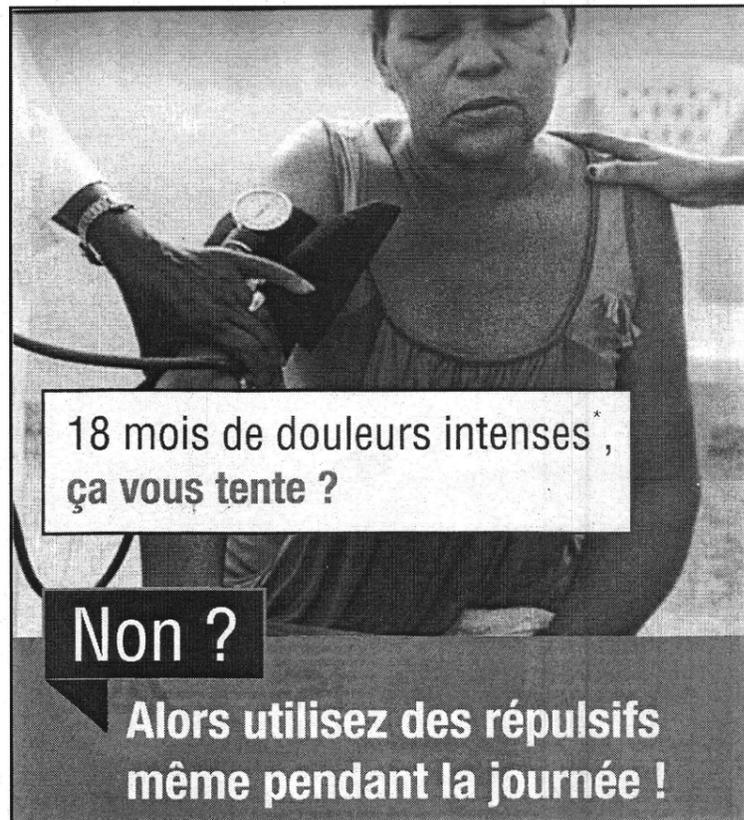
CHICKUNGUNYA.

LA PRÉVENTION AURAIT ÉTÉ PLUS EFFICACE !

Marisol Touraine, ministre de la santé du gouvernement Hollande-Valls est venue aux Antilles pour étudier sur place les mesures liées à l'épidémie de Chikungunya. Avant, elle avait dépêché sur place 16 pompiers de la sécurité civile - ceux qui viennent après les cyclones. Ces équipes sont montées sur les hôpitaux et un certain nombre de bâtiments publics pour éliminer les gîtes larvaires de moustiques.

A l'occasion de sa visite on a pu voir aussi les politiciens locaux, autour d'elle, avec elle, tenter de montrer leur préoccupation face à l'épidémie. On ne les avait pas aussi bien vus avant cette tournée ministérielle! La préfète a aussi embauché 100 contrats aidés, et 25 jeunes supplémentaires l'ont été pour intervenir chez l'habitant. La campagne de publicité radiodiffusée pour prévenir la maladie est faite au moment où officiellement plus de 120 000 personnes sont touchées sur les deux îles sur une population de 830 000 personnes environ. Il y a eu plusieurs morts dont un directement affecté par le virus. Mais le nombre de personnes atteintes est en réalité plus important car beaucoup ne vont pas chez les médecins ou à l'hôpital.

Les responsables politiques s'agitent alors que l'épidémie a déjà fait de considérables dégâts. Les médecins libéraux appellent à une journée de mobilisation populaire pour chasser le moustique, dimanche



18 mois de douleurs intenses*,
ça vous tente ?

Non ?

Alors utilisez des répulsifs
même pendant la journée !

27 juillet à partir de 9H. Certes, il vaut mieux ça que rien. Et toutes ces actions ont leur utilité. Au moins ces mesures permettront peut-être de freiner un peu l'évolution de l'épidémie. A tout le moins, tout ce qui sera fait pour éliminer même en partie le moustique porteur de la maladie, sera une bonne chose de faite.

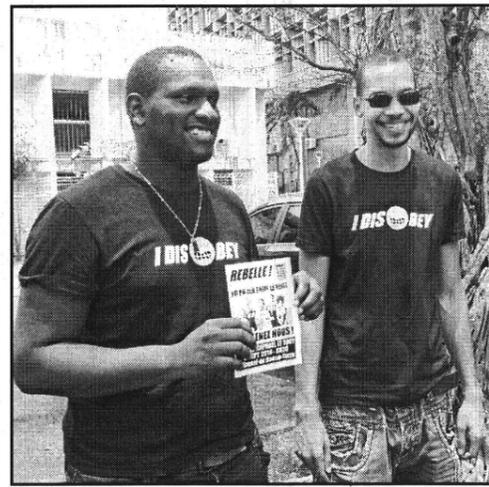
Mais cela dit, la prévention aurait été une bien meilleure mesure. On connaissait la maladie, on connaissait le

moustique responsable et les moyens de prévention, on savait que depuis l'épidémie de la Réunion qui avait fait des dizaines de milliers de malades et des centaines de morts, le «Chick» risquait de frapper aux Antilles, on connaissait déjà la dengue qui fait régulièrement des dégâts et qui est transmise par le même moustique. Pourquoi n'avoir pas pris bien avant les mesures qui sont prises aujourd'hui? Si tant est que les mesures d'aujourd'hui soient suffisantes!

LE 9 SEPTEMBRE À 8H TOUS AU TRIBUNAL DE BASSE-TERRE!

Le procès en appel de nos deux camarades, Sony Laguerre et Raphaël Cécé, aura lieu le 9 septembre au tribunal de Basse-Terre à 8H. En première instance ils avaient été condamnés à 5 mois de prison avec sursis pour Raphaël et 8 mois avec sursis pour Sony et à de lourdes amendes. Il est reproché à nos deux camarades dans le cadre de leur activité autour du journal Rebelle d'avoir soi disant

incité à la violence et pratiqué cette violence contre des policiers devant le commissariat de Pointe-à-Pitre - Abymes, le 18 mai 2012. En fait, ce sont les policiers qui les avaient chargés brutalement, sans raison. Il faut se préparer à les soutenir massivement!



La conquête coloniale de l'Indochine date du 1^{er} septembre 1858 avec le débarquement français à Tourane (Da Nang). A partir de 1917, profitant de la crise due à la première guerre mondiale, toutes les couches populaires d'Annam se soulevèrent. La révolte culmina en 1929 dans une insurrection paysanne qui se termina par une «pacification» sanglante. En 1933 se déclenchent des manifestations de masse. Malgré la répression féroce ces mouvements grandissent de 1936 à 1939. Le Parti Communiste Indochinois dirigé par Ho-Chi-Minh s'impose largement. A la défaite française de 1940 en Europe correspond en 1941 l'occupation japonaise de l'Indochine. Policiers japonais et policiers français maintiennent «l'ordre» jusqu'au moment où l'effondrement japonais permet le déclenchement de l'insurrection générale, en 1945, du Vietminh (Ligue pour l'indépendance du Vietnam, formée autour du parti communiste). Celui-ci prit en moins de deux semaines le contrôle de tout le pays, et constitua un gouvernement provisoire.

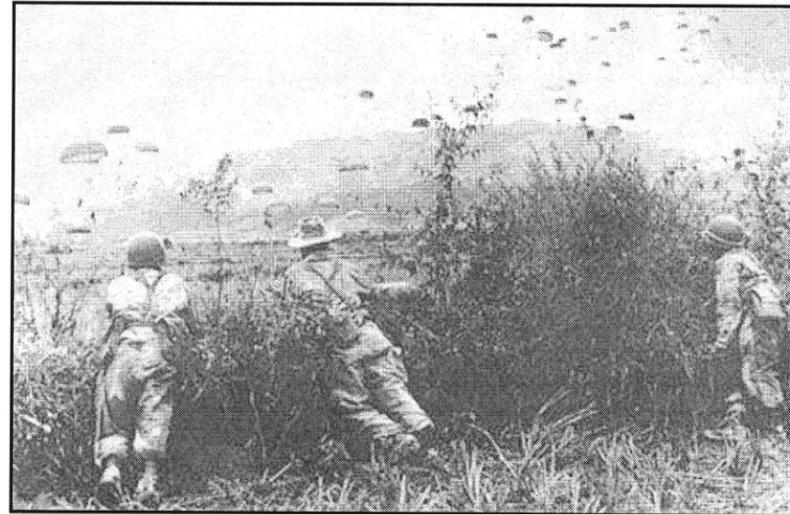
La reconquête
Tandis qu'en France c'était la «Libération», en septembre 1945 commença l'arrivée en Indochine du corps expéditionnaire français, commandé par l'amiral d'Argenlieu et le général Leclerc. Après quelques mois, à la fin février, il ne restait que le nord du Vietnam, le Tonkin, à reconquérir. La reconquête du Tonkin s'avérant difficile le gouvernement négocia finalement avec Ho-Chi-Minh. Le 6 mars, celui-ci signa avec la France une «convention préliminaire», par laquelle la France reconnaissait «la République du Vietnam», État libre «faisant partie de l'Union française». En fait, l'état-major et le gouvernement français refusèrent l'indépendance et l'unité du Vietnam. En juillet 1946, les pourparlers de Fontainebleau censés préciser la convention préliminaire furent un échec. Le 23 novembre 1946, assuré d'être couvert par Paris, le général Valluy lança au Vietminh l'ultimatum d'évacuer Haiphong dans les trois heures. Le délai expiré, il fit bombarder. Il y eut au moins 6 000 morts. Le 20 décembre, à la suite d'un mouvement populaire à Hanoï, les forces françaises s'emparèrent des bâtiments officiels. Les dirigeants de la République du Vietnam furent acculés à reprendre le maquis. Ho-Chi-Minh lança un appel à la lutte, c'était le signal d'une guerre ouverte.

Dien-Bien-Phu
Fin 1953, le commandement militaire français décida de fortifier Dien Bien Phu, un petit village près de la frontière laotienne. L'objectif était de créer une base à partir de laquelle on pourrait harceler le Vietminh dans les montagnes du Nord-Ouest. Les forêts et les montagnes qui entouraient le camp étaient supposées infranchissables par l'artillerie lourde ennemie, qui serait de toute façon vulnérable aux attaques aériennes. Mais il en fut autrement, grâce à la mobilisation de 50 000 soldats vietnamiens et surtout de près de 260 000 volontaires qui assurèrent le ravitaillement et l'armement de l'armée Vietminh sous le commandement du général Giap. Les forces du Vietminh ne pouvaient accéder à Dien Bien Phu que par un sentier muletier de 90 kilomètres. Elles construisirent en quelques mois des dizaines de ponts, malgré les bombardements incessants de l'artillerie française, les pluies torrentielles et les inondations. Des milliers de sampans, de convois de mulets et de bicyclettes empruntèrent rivières, torrents, routes et pistes pour acheminer 4,5 millions de tonnes de matériel. Les canons furent transportés en pièces détachées. En janvier 1954, 55 000 soldats Vietminh étaient en position sur les collines, et le 13 mars le général Giap déclencha l'offensive par un énorme barrage d'artillerie.

Pataugeant dans la boue, pilonnés sans répit par l'artillerie, les français perdirent 4 000 hommes. Après 55 jours de combats acharnés, Dien-Bien-Phu tomba. L'armée moderne d'une puissance impérialiste était vaincue par une armée de paysans pauvres mus par le sentiment de défendre leurs terres et leur liberté. La victoire du Viet-minh sonna le glas de l'occupation coloniale française en Indochine.

La conférence de Genève
Le lendemain même de la défaite française, les puissances occidentales, à la recherche d'un compromis, organisait une conférence à Genève avec l'Union soviétique, les États-Unis, la France, la Grande-Bretagne et la

Chine. Cette conférence termina le 21 juillet 1954 par la division de l'Indochine en quatre pays, le Laos, le Cambodge et les deux Viêt-nam, du Nord et du Sud séparés par le 17^{ème} parallèle. Ho-chi-minh comptait sur des élections rapides promises pour obtenir l'unification. Ces élections n'eurent jamais lieu. Cette promesse non tenue alla entraîner une seconde guerre civile au Viêt-nam, menée cette fois contre les États-Unis, qui se termina en 1975. Il fallut ainsi près de 30 ans de guerre supplémentaires pour que le peuple vietnamien accède à une indépendance nationale véritablement payée.



Ravitaillement aérien des positions françaises.

POUTINE À CUBA

La dette de Cuba envers l'ex-URSS, d'un montant de 35,2 milliards de dollars, a été annulée à 90% par le président russe Poutine, suite à un accord conclu en 2013. Les 10% restants seront remboursés sur 10 ans et réinvestis par la Russie dans l'économie cubaine.

Le 11 juillet dernier, Vladimir Poutine a entamé une tournée en Amérique Latine, en commençant par Cuba. Il y a rencontré le président Raul Castro, ainsi que Fidel Castro, pourtant retiré de la vie publique. Les discussions ont porté sur les relations commerciales des deux pays, et sur des contrats, notamment dans le domaine énergétique, portant sur l'extraction et l'exploitation d'hydrocarbures sur les côtes de l'île.

La dette contractée par Cuba envers l'ex-URSS remonte aux accords de coopération entre les deux pays, débutés au début des années 60.

En 1961, le gouvernement américain et la CIA tentèrent de remettre la main sur Cuba par une intervention militaire engageant des exilés cubains entraînés par leurs soins. Le débarquement qui eut lieu à la Baie des Cochons, fut repoussé par la population mobilisée. En février 62, Castro opéra des nationalisations, expropriant des entreprises américaines toujours présentes dans l'île. En représailles, les États Unis décrétèrent un embargo qui dure encore, bien qu'assoupli en 2009 par le président Obama.



Castro se tourna alors vers l'URSS pour obtenir un soutien économique et des relations commerciales. A l'époque de la rivalité USA-URSS appelée guerre froide, l'URSS saisit l'opportunité de s'implanter dans une zone située à quelques dizaines de kilomètres des côtes américaines. Une base militaire soviétique fut implantée à Cuba, de 1964 à 2001. Elle a regroupé jusqu'à 3000 soldats.

Après la chute de l'URSS, Cuba se trouva isolé. Les Cubains eurent à subir une situation dramatique, la famine, qui poussa nombre d'entre eux à chercher à fuir vers les États Unis, risquant ou perdant leur vie sur des embarcations inadéquates et pourchassés par les gardes-côtes américains.

Aujourd'hui, Cuba a établi des relations commerciales avec le Venezuela, la Chine et l'Espagne. La Russie est un partenaire de

moins importance. Mais le président Russe est vraisemblablement davantage intéressé par la possibilité d'étendre son influence sur l'Amérique Latine, en commençant par les pays qui cherchent à échapper à la domination américaine. Il a laissé entendre puis démenti la possibilité d'une remise en service de l'ancienne base militaire soviétique aux environs de la Havane.

Le fait que ce voyage et la concrétisation de l'annulation de 90% de la dette cubaine interviennent précisément ces jours-ci a sans doute un lien avec les prises de position de l'ONU et des États Unis dans le conflit en Ukraine, qui fait partie de la zone d'influence russe et que Poutine considère comme une affaire interne.

Le «Chick». Et le vaccin ?

Contre le chikungunya, une étude de l'Institut Pasteur de Paris et de la firme autrichienne Themis est en cours pour un vaccin. Cette étude serait prometteuse, mais nécessiterait encore 4-5 ans.

Seulement voilà, tant que le chikungunya restera une maladie surtout de pays pauvres, commercialement, un vaccin ne sera pas une bonne affaire. Donc, pas de vaccin à espérer. A

moins que, le virus ne s'attaque à des pays riches comme les USA ou la France ... Le capitalisme, ça fonctionne comme ça !

AFRIQUE

EBOLA s'étend sur la pauvreté !

L'épidémie d'Ebola touche particulièrement trois pays d'Afrique de l'ouest : la Sierra Leone, la Guinée, le Libéria. C'est un virus qui cause de fortes diarrhées. Il est très contagieux et mortel. A la mi-juillet, plus d'un millier de cas et plus de 600 décès ont été recensés. Cette maladie est contagieuse par le sang, la transpiration et l'air expiré. L'épidémie est difficile à enrayer dans ces pays où les conditions d'hygiène sont déplorables. Les populations dans les campagnes et les quartiers pauvres des villes n'ont accès ni à l'eau ni à l'électricité et vivent dans des logements insalubres.

L'OMS (l'organisation mondiale de la santé) a déclaré que cette

épidémie peut être enrayerée, mais les soins médicaux sont limités. Le manque du matériel de santé et des centres médicaux. Cette situation est due au manque d'infrastructures en Afrique où les populations paient le retard de développement dû au pillage de l'impérialisme. Les richesses du sous sol profitent uniquement aux multinationales. Les guerres entretenues par l'impérialisme et la famine font encore plus de victimes que l'épidémie. Ceux qui posent le problème en termes d'explosion démographique ne veulent pas dénoncer les multinationales et les quelques grosses sociétés qui s'enrichissent sur la misère des populations africaines.

UKRAINE

Victimes d'intérêts qui les dépassent

Le Boeing 777 de la compagnie Malaisienne a été abattu en Ukraine par un missile. Et tout porte à croire qu'il a été abattu, intentionnellement ou non, par les séparatistes pro-russes. Ces derniers veulent l'indépendance de l'Ukraine de l'Est en partie russophone. Ils sont soutenus voire envoyés, organisés, armés par le gouvernement Russe et Vladimir Poutine.

Depuis le début des troubles et de ce qui apparaît comme une guerre civile en Ukraine, et même bien avant, le camp des puissances occidentales européennes et américaines exerce de fortes pressions pour que la Russie n'entrave pas la volonté d'une partie de la population et des dirigeants ukrainiens de se

rapprocher du camp occidental. Poutine et son appareil d'état soutenus par leur population exercent une pression inverse afin que l'Ukraine demeure dans la sphère d'influence russe. N'y parvenant pas, la Russie a d'abord récupéré la Crimée et a ensuite déclenché l'épreuve de force séparatiste en envoyant des commandos sur place soutenir la partie russophone de la population d'Ukraine. Que le Boeing MH 17 ait été abattu intentionnellement ou que ce soit une bavure, les 298 personnes et membres de l'équipage qui sont morts sont les victimes de la lutte d'influence que se livrent les grandes puissances en Ukraine et dans cette partie d'Europe de l'est.

encore un ouvrier mort pour le profit

ur très peu d'années la série de accidents de travail mortels s'allonge en Martinique en Guadeloupe.

Le jeudi 17 juillet 2014, dans la bananeraie de l'habitation Assier au Lorrain, un ouvrier agricole, Hervé Rubal, âgé de 34 ans et père de deux enfants, chauffeur d'engin, a été retrouvé vers 14h45 écrasé par le quad qu'il conduisait. Cet engin était utilisé pour pulvériser des produits phytosanitaires dans la bananeraie. Le quad se serait retourné sur lui.

Cette entreprise compte plus d'une quarantaine d'ouvriers agricoles. Là, c'est l'autorité de la direction qui prime, et la pression est permanente. Ainsi, malgré la dangerosité des lieux, au moment de l'accident, il n'y avait personne aux alentours. Le profit oblige, car la direction avait instauré la polyvalence. A propos de la polyvalence, voilà comment des ouvriers travaillant sur les lieux parlent de leurs conditions de travail : « Nous n'avons pas été étonnés de cet accident se produire. La polyvalence consiste à ce qu'on fasse plusieurs fonctions en même temps, tout en nous imposant le maximum de rendement et vite ». Pour d'autres ouvriers : « Cela ne se passait pas à peine cinq mois qu'il conduisait cet engin de mort. Ce n'est pas la première fois que l'engin a failli se renverser sur lui. Nous étions inquiets pour sa vie. Après à plusieurs reprises, l'engin était déjà retourné, mais à

chaque fois, il a eu le temps de sauter pour ne pas se faire écraser. Il recevait des missions, et travaillait toujours tout seul sur l'engin, et sans protection. Le commandeur, le patron étaient au courant que l'engin avait failli se renverser sur lui à plusieurs reprises. Mais rien n'a été fait. Et plus d'une fois, il nous est arrivé de dire à notre collègue, fais attention tu risques de perdre ta vie avec cet engin. Cette machine n'est pas prévue pour fonctionner dans des mornes ! Ou encore : « Tout le poids du quad se porte à l'arrière, avec les produits et autres accessoires. Il n'y a pas de contrepoids à l'avant. Dans la bananeraie, il n'y a aucun passage tracé et prévu pour permettre au quad de se déplacer sans risque. Partout, il y a des pentes dangereuses. Il aurait fallu qu'une pelle précède l'engin pour dégager la route devant lui. Mais pire, à plusieurs reprises la direction nous faisait savoir qu'il ne faut surtout pas abîmer ses plants de bananes. Notre vie, pour elle, c'était le cadet de ses soucis. Cet engin a été conçu pour fonctionner sur des terrains plats pour la France, mais pas pour notre pays, parce qu'il n'y a que des mornes (collines) ».

Résultat, comme cela s'est déjà passé dans l'agriculture ou dans le bâtiment, cet ouvrier est mort pour l'appétit des exploités, c'est-à-dire pour le profit. C'est tellement révoltant que la colère des travailleurs pourrait bien éclater. Et ce ne serait que justice.

Martinique

Bâtiment : augmentations dérisoires !

Depuis le mois de janvier 2014, dans le cadre des négociations salariales et conformément à la convention collective des ouvriers du BTP de Martinique, les organisations syndicales des travailleurs du bâtiment et travaux publics représentant la CGTM, la CSTM, FO, FTC et la CGTM se sont réunis à plusieurs reprises avec les organisations patronales représentées par le CAPEB Martinique, le CNATP Martinique et le SEBTPAM. Les organisations syndicales des ouvriers du BTP réclamaient une augmentation de 6 % des salaires. Le patronat du BTP, en revanche comme il est, a tout simplement fait traîner les négociations durant 6 mois pour ne leur donner que des miettes aux travailleurs.

Le 24 juin 2014, un protocole d'accord a été signé sans doute bien légèrement du côté des responsables syndicaux (quels?). Seulement 1,8 % ont été accordés pour les ETAM (employés techniques, agents de maîtrise). Quant aux ouvriers, ils n'ont obtenu qu'une augmentation de 1,3 %.

Résultat, pour un OQ2 (ouvrier qualifié deuxième catégorie), cela représente une augmentation de 15 centimes de salaire, soit une augmentation de 22,75€ brut par mois.

Quelle que des ouvriers du BTP n'ont pas connaissance de la nouvelle grille des salaires, leurs négociations sur les chantiers sont directes. On a pu les entendre dire : « Qu'est-ce qu'on va faire avec 22€

d'augmentation par mois ? Cela ne représente pas une augmentation, parce qu'on ne s'en est même pas aperçu. Ces patrons nous prennent pour des imbéciles ! ». Pour d'autres, « Tous les jours on se fait griller sous le soleil, nous devons des fois travailler sous la pluie pour faire le travail de ces messieurs. Mais lorsqu'il faut payer, ce sont des pièces de monnaie qu'ils nous donnent ».

Dans toutes ces discussions, il y avait des travailleurs embauchés à contrat indéterminé, à durée de chantier, mais aussi des intérimaires. Ils donnaient leur avis et échangeaient entre eux leurs points de vue.

Il y avait également des travailleurs venant de pays d'Europe. Ils ont été surpris d'apprendre qu'il existe des primes de panier équivalent à 300€ par mois. Ou encore, qu'il existe une convention collective des ouvriers du bâtiment en Martinique, dans laquelle des ouvriers bénéficient d'une prime de 30 % des congés payés et bien d'autres choses. A tel point que l'un d'entre eux a demandé : « comment on peut obtenir tout cela ? ».

Le patronat n'arrête pas de chercher à mettre dos à dos les travailleurs étrangers et les travailleurs de Martinique. Ce genre de démagogie ne marche pas tout le temps. Car ces jours derniers, les ouvriers, quelle que soit leur nationalité, parlaient d'une même voix. Ils ont vu qui étaient leurs amis, les travailleurs. Et qui étaient leurs ennemis, le patronat et les capitalistes.

Martinique

Employés municipaux : Les maires voulaient s'asseoir sur l'accord, c'est raté !

Les employés municipaux affiliés à CGTM-SOEM étaient mobilisés depuis le mardi 15 juillet. Pour montrer leur colère, drapeaux en tête, ils ont occupé le centre de gestion de la fonction publique territoriale situé à l'Etang Z'Abriocot et attendaient une réponse favorable sur l'application par les maires de l'accord signé le 25 novembre 2013. C'est la partie de l'accord portant sur les conditions d'évolution de carrière des agents de catégorie C qui posait problème. Le niveau des examens mis en place pour le changement d'échelon des employés de catégorie C, ne correspondait pas de tout à ce qui était prévu dans cet accord. En effet, la catégorie C représente les agents d'exécution, plus de 70% des agents municipaux. Plus de 1000 agents sont concernés par cet accord. Et depuis plusieurs mois, ces agents de mairie, employés aux services techniques, aux services médico-sociaux, mais particulièrement ceux des cantines, garderies, gardiens des écoles, certains à quelques années de la retraite ou travaillant depuis 20 à 30 ans, étaient en colère de se trouver une nouvelle fois floués.

En effet, en novembre 2013, il leur avait déjà fallu faire 10 jours de grève pour parvenir à signer un protocole d'accord et de fin de conflit avec le conseil



d'administration du centre de gestion de la fonction publique territoriale et avec les parlementaires. Ils avaient obtenu des garanties concernant l'examen professionnel permettant le passage de l'échelle 3 à 4 des agents de catégorie C. L'examen devait consister en « 4 ou 5 questions nécessitant des réponses brèves ». Mais la réalité s'avéra bien différente. Le niveau des examens a été beaucoup plus élevé que prévu. Certains agents découragés ont préféré même renoncer à se présenter à cet examen quitte à partir à la retraite avec seulement 4 ou 500 euros.

De nombreux agents ont considéré qu'il s'agissait là de

« méchancetés » de la part des maires. Mais c'est surtout que ces maires soucieux d'appliquer les plans de restriction du gouvernement Hollande - Valls, voulaient « maîtriser leur budget » et particulièrement celui de la masse salariale. Les employés de mairie affiliés à la CGTM-SOEM ne se sont pas laissés faire.

Après quatre nouveaux jours de grève et deux longs rounds de négociations avec le nouveau président du centre de gestion Justin Pamphile, ils ont obtenu de nouvelles garanties pour qu'enfin ces examens soient organisés conformément à l'accord du 25 novembre 2013. Que cela serve de leçon, un accord, ça se respecte.

Le TEP Scan, nécessaire pour les patients aux Antilles comme en France

A l'initiative de deux journalistes, une pétition circule sur l'absence de TEP Scan (TEP pour Tomographie par émission de positrons - PET Scan en anglais) en Guadeloupe. En fait, c'est dans toute la zone antillo-guyanaise que manque cet équipement d'imagerie médicale. En Martinique des médecins hospitaliers ont, quelque peu timidement, relayé la protestation.

Le passage en Guadeloupe et Martinique de la ministre de la Santé a été aussi l'occasion de dénoncer l'absence de l'équipement le plus performant et fonctionnel dans le diagnostic et la prise en charge des cancers en Guadeloupe et Martinique. Selon le journal Justice du 17 juillet, les chiffres connus du nombre de cancers diagnostiqués ou pris en charge chaque année sont de 1600 en Guadeloupe et 1200 en Martinique. Mais la ministre Marisol Touraine interrogée au journal télévisé de Martinique l'ère a répondu que le gouvernement est conscient de la situation et que des projets sont en cours d'étude... Rien de plus précis.

Le nouvel équipement est complémentaire de ceux qui sont en place et beaucoup plus performant. Il s'agit du TEP Scan. Ce scanner est utilisé avec un traceur faiblement radioactif, qui, injecté dans le sang du patient, permet de détecter et analyser l'activité des cellules. Cette technologie de médecine nucléaire

nécessite l'acquisition d'un Cyclotron (accélérateur de particules produisant la molécule active qui sera utilisée pour faire un médicament radio actif injecté au patient pour l'examen). Le Cyclotron est un investissement lourd à installer et cher (plusieurs millions d'euros).

Toutes ces données sont connues du gouvernement, du ministère de la Santé, des ARS (Agence Régionale de Santé) depuis plusieurs années. Mais la mise en place d'un tel équipement ne semble toujours pas être une priorité gouvernementale.

En Guadeloupe une pétition initiée avec une artiste connue circule. En Martinique, des médecins et autres professionnels ont eux élaboré un plan pour l'implantation de cet équipement, montrant l'urgence d'un tel investissement. Un médecin interrogé sur la même chaîne télévisée sur le risque que le diagnostic des patients soit fait plus tardivement aux Antilles du fait du manque de TEP Scan sur place, s'est montré prudent dans ses propos. Par contre, il a indiqué que le transport des patients relevant de ce diagnostic est pris en charge à chaque fois que nécessaire par la Sécurité sociale et que l'espérance de vie des malades ne serait pas diminuée.

Malgré ces discours qui se veulent rassurant, la discrimination entre les patients résidant dans l'hexagone et ceux des Antilles dans l'offre de soins apparait clairement. Ne serait-ce que par l'inconfort venant de ces transferts sur un centre à 800

km, tant pour le patient affaibli que pour ses accompagnants. Il est à noter qu'en France même les délais pour faire un examen au TEP Scan sont longs... et que certaines régions « métropolitaines » elles-mêmes sont pauvres en matériels de santé performants.

Pourtant, ce n'est pas l'argent qui manque pour faire de tels investissements nécessaires à la population. C'est une question de choix, de choix politique. Les gouvernants savent comment mobiliser rapidement plusieurs millions pour renflouer une banque (Dexia) ou pour lancer une nouvelle opération militaire au Sahel.

Mais le gouvernement de Hollande, comme ceux qui l'ont précédé ne privilégie pas les choix concernant la santé de la population, bien au contraire. Il vient de voter son super plan d'austérité de 50 milliards de réduction des dépenses publiques sur 2015 - 2017 pour financer les cadeaux faits au patronat avec le « pacte de responsabilité ». Cette cure d'austérité touchera l'Assurance maladie et les hôpitaux.

Alors les déclarations floues de Marisol Touraine sont hypocrites voire cyniques. S'il n'y a pas de mobilisation populaire d'ampleur, les malades et leur famille risquent malheureusement d'attendre encore quelques années avant de pouvoir bénéficier de la prise en charge avec un TEP Scan local.

Guadeloupe

ORANGE, FILIALES, SOUS-TRAITANTS, UN SEUL PATRON, UN SEUL ENNEMI

Dans les années qui viennent, Orange annonce 30 000 départs, remplacés seulement dans un cas

Échos des Télécoms

sur trois. Ça veut dire 20 000 salariés en moins d'ici 2020. Orange n'a pas de baguette magique, et aucune envie de réduire ses activités. Mais l'entreprise prévoit que le travail sera effectué par des personnels précaires, mal payés,

dans le cadre de filiales ou de sous-traitants.

Et ils veulent nous rassurer en nous disant que tout ceci ne nous touchera pas directement, nous les départs étant « volontaires ».

GAZA, LE TERRORISME DE L'ÉTAT D'ISRAËL À L'ŒUVRE !

Les violents bombardements de l'aviation israélienne depuis mi-juin, puis l'intervention terrestre dans la bande de Gaza, baptisée «opération Bordure protectrice», laisseront derrière eux des centaines de morts. Déjà, lundi 21 juillet ils se comptaient à 570. Mais cette fois, l'armée israélienne, ne s'en tire pas très bien. Elle comptait déjà à la même date 27 soldats tués.

DES OFFENSIVES QUI RENFORCENT LA HAINE

La population de Gaza déjà soumise depuis des années à un blocus draconien va continuer à vivre dans les ruines, dépendant de l'aide humanitaire. L'opération aura, si c'est encore possible, augmenté la haine que les Palestiniens de Gaza et de Cisjordanie ressentent à l'égard des dirigeants israéliens. Et elle aura vraisemblablement aussi grandi le prestige des islamistes du Hamas, que les dirigeants israéliens renforcent en prétendant l'anéantir. Les massacres d'aujourd'hui ne font que préparer pour demain des dizaines de jeunes candidats aux attentats-suicides !

Le prétexte de départ de cette dernière opération a été l'enlèvement le 12 juin de trois adolescents israéliens près d'Hébron et la découverte de leurs corps 18 jours plus tard. Le Premier ministre israélien avait déclaré que le coupable du meurtre des trois jeunes était le Hamas, alors que celui-ci n'en a jamais revendiqué la responsabilité. Calculée, cette déclaration a déclenché une flambée xénophobe en Israël qui a abouti à l'assassinat le 2 juillet d'un jeune arabe de Jérusalem, brûlé vif par des extrémistes racistes israéliens.

Dans cette situation tendue, des roquettes ont été tirées vers Israël à partir de la bande de Gaza, et Israël a lancé sa 5ème attaque d'envergure contre Gaza en moins de 48 heures.

D'un côté, des roquettes sans système de guidage, ne faisant généralement que des dégâts matériels, et de l'autre les bombardements d'une armée israélienne ultramoderne, marine et aviation comprises, bénéficiant annuellement d'une aide militaire de 3 milliards de dollars de la part des États-Unis.

Ce déséquilibre évident est à l'image de toute l'histoire de l'état d'Israël qui a toujours été le bras armé des grandes puissances occidentales au Moyen-Orient.

UNE FORTERESSE COLONIALISTE EN ÉTAT DE GUERRE PERMANENTE

A partir du début du siècle dernier des émigrants juifs ont été chassés en masse d'Europe par le nazisme et par le refus de certains pays de les accueillir. Ils ont été poussés vers le «foyer national» de Palestine que l'impérialisme anglais leur avait promis par la déclaration Balfour – du nom d'un ministre britannique des affaires étrangères d'alors, intégrée en 1921 dans le texte du mandat britannique sur la Palestine.

Et les dirigeants israéliens actuels qui n'ont de cesse de pourfendre les «terroristes arabes» ne peuvent oublier que leurs ancêtres, entre les deux guerres mondiales et peu après ont largement pratiqué le terrorisme contre des civils palestiniens ou l'administration britannique occupant la Palestine : la Haganah, l'Irgoun, le groupe Stern sont autant de groupes terroristes qui jalonnent l'histoire de la formation de l'état d'Israël. A la fin de la 2ème guerre mondiale cette population fut utilisée pour réaliser le rêve des dirigeants politiques et militaires du mouvement sioniste : l'établissement d'un état séparé sur des bases ethniques d'abord mais aussi, le temps passant, de plus en plus religieuses. Et cela, quitte à chasser les Palestiniens de leurs terres, opération qui avait commencé progressivement déjà bien avant la deuxième guerre mondiale et qui s'est amplifiée après.

Ce projet eût d'emblée l'appui des grandes puissances. L'ONU élaborait un plan de partage de la Palestine en deux états, l'un juif l'autre arabe, la ville de Jérusalem gardant un statut international. L'état d'Israël fut proclamé le 14 mai 1948 mais les Palestiniens et les états arabes de la région refusèrent le plan et une première guerre israélo-arabe éclata. Cette guerre qui vit le déplacement forcé des premiers réfugiés palestiniens, ne fut pas la dernière. Elle fut suivie en 1956 par l'opération contre l'Égypte de Nasser, en juin 1967 par l'occupation de Jérusalem-est, de la Cisjordanie (rive ouest du Jourdain) et de la bande de Gaza, en octobre 1973 par la guerre dite du Kippour contre l'Égypte et la Syrie, en juin 1982 par l'invasion du Liban jusqu'à la capitale Beyrouth.

LA RÉSISTANCE PALESTINIENNE

Dans le même temps, et particulièrement à compter de l'occupation de la Cisjordanie en

1967, un mouvement de résistance nationale palestinienne se développa parmi les réfugiés dans les pays voisins, Jordanie, Syrie et Liban. Ce mouvement, longtemps personnifié par la figure de Yasser Arafat, vit l'apparition de masses déshéritées palestiniennes qui contestaient, par les armes, leur condition. Et cela dans des concentrations urbaines où elles côtoyaient les populations syriennes, jordanaises et libanaises, tout aussi déshéritées. Pour les bourgeois arabes la situation était dangereuse, elles choisirent la répression, notamment en

septembre 1970 – Septembre Noir – où l'armée du roi Hussein de Jordanie massacra en masse les combattants palestiniens. Partout Arafat tenta de maintenir la fiction de l'unité arabe, laissant ses partisans moralement désarmés. Israël de son côté, n'a jamais renoncé à la colonisation des territoires occupés, les résolutions de l'ONU la condamnant sont toujours restées lettre morte, avec la complicité des grandes puissances. Ces vexations répétées de la population palestinienne de Cisjordanie et de Gaza finirent par déboucher, en décembre 1987, sur une révolte généralisée, surtout de la jeunesse, l'Intifada (soulèvement), la «guerre des pierres». Israël lâcha du lest et finit par reconnaître en 1994 une «autorité palestinienne» sur une partie des territoires occupés. Mais le «processus de paix» dont se gargarisent les dirigeants américains, français, anglais, etc., n'ira pas plus loin.

La colonisation continue, les colonisateurs ont fait construire un mur coupant des quartiers en deux, l'«autorité palestinienne» est devenue une farce. Israël refuse toujours aux Palestiniens le droit à avoir leur propre état et ce refus est souvent, comme aujourd'hui à Gaza, signifié à coups de bombes meurtrières.



LE NATIONALISME DES OPPRIMÉS CONTRE CELUI DES OPPRESSEURS NE SERA PAS LA SOLUTION !

Dans le conflit sans issue qui oppose l'État d'Israël oppresseur à une population palestinienne dépossédée et opprimée, les travailleurs conscients sont solidaires de cette dernière. Ils soutiennent le droit des Palestiniens à avoir un état. Cela n'implique nulle proximité politique avec les organisations nationalistes palestiniennes, comme les dirigeants israéliens, attendent les haines racistes et religieuses pour enchaîner leur propre population.

Pour que la paix dans cette région ne soit autre chose que la trêve entre deux guerres, il faudra la coexistence des deux peuples et la reconnaissance mutuelle de leur droit à l'existence. Les populations, soulevées de haine et de racisme, devront tirer les leçons des conflits barbares qu'elles ont vécus.

Cette perspective d'émancipation nationale et sociale peut paraître bien éloignée. Mais c'est la seule alternative à la perpétuation du bain de sang. Elle va de pair avec la renaissance au Moyen-Orient et à l'échelle internationale d'un mouvement ouvrier révolutionnaire qui conteste à la bourgeoisie ce qu'elle impose à tous : défendre par les armes ses

intérêts généraux, être la classe dirigeante des grandes puissances, celle d'Israël ou celle des Palestiniens.

Cette paix définitive ne pourra être que l'œuvre d'une autre force, la force de la classe ouvrière révolutionnaire internationale dont le but sera l'émancipation réelle des peuples de l'oppression des classes dirigeantes et non la défense d'états nationaux.

Ces derniers ne permettent qu'une chose : offrir aux classes dirigeantes la possibilité de s'enrichir sur le dos des peuples. Ceux-ci n'ont le droit que de se défendre et payer le prix de la paix pour des intérêts qui leur sont totalement étrangers.

Avis aux lecteurs :

Pendant la période des congés nous suspendons la parution du journal. Le prochain numéro paraîtra le samedi 13 septembre



Les dirigeants du Fatha

Manifestations de Solidarité avec le peuple Palestinien en Guadeloupe et en Martinique

Guadeloupe

Un communiqué des organisations ci-dessous a dénoncé les massacres opérés par l'armée israélienne à Gaza et a appelé à un meeting le jeudi 24 juillet à la salle Tarer à Pointe-à-Pitre ainsi qu'à une manifestation de rue, samedi 26 juillet à Pointe-à-Pitre.

ADIM - AL KITAB - ANKA - CFTC - CGTG - CIPN - CIPPA - COMBAT OUVRIER - COPAGUA - CSRDA - FKNG - FO - FSU - LKP - Mouvman NONM - PCG - SOLIDAIRES GUADELOUPE - SOS BASSE/TERRITOIRES - NEMENT - SPEG - SUD PTT GWA - TRAVAYE é PEYZAN - UGTG - UPLG

Martinique

Dans un communiqué, les organisations ci-dessous ont appelé la population le jeudi 24 juillet à un rassemblement à 16h à la Maison des syndicats, pour protester contre les massacres opérés à Gaza par l'armée israélienne.

ASSAUPAMAR - ASSOKA - CDMT - CGTM - COMBAT OUVRIER - COMMUNAUTÉ PALESTINIENNE - CNCP - CNCP/APAL - CULTURE - ÉGALITÉ - GRS ; MIR - MODERNA - MPREOM - NOU MATINITJÉ - PCM - SASM - SOLID - SYANS POLITIK BO KAY - UGTM - ASSOCIATION PALESTINIENNE - PCM-TANBU MAWON - TIKUR WATADER - UFM - UGTM

NON AU MASSACRE DU PEUPLE PALESTINIEN !

ABONNEMENT

12 MOIS :
SOUS PLI FERME 33 €
SOUS PLI OUVERT 25 €

Je désire m'abonner au journal COMBAT OUVRIER pour une période de mois.

NOM :

Prénoms :

Adresse :

Ci-joint par chèque la somme de Euros.

règlement par chèque adressé à

M. Philippe ANAIS - Combat Ouvrier
1111 Rés Matélie, l'aiguille,
97128 Goyave - Guadeloupe.
Antilles françaises

COMBAT OUVRIER

Responsable de publication P. ANAIS
Adresser toute correspondance

EN GUADELOUPE

COMBAT OUVRIER
M. Philippe Anais,
1111 Rés Matélie, l'aiguille,
97128 Goyave - Guadeloupe.

EN MARTINIQUE

Louis MAUGÉE
B.P. 821
97258 FORT-DE-FRANCE CEDEX

COMPOSITION - IMPRESSION
Imp. ERAPRESS
Commissaire paritaire 51728

Site Internet de Combat Ouvrier
<http://www.combat-ouvrier.net>

Pour nous écrire sur internet
redaction@combat-ouvrier.net